

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n° 2019 - 49494
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société RECYC MATELAS EUROPE à Limay

Le Préfet des Yvelines
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le récépissé en date du 7 juillet 2010 donnant acte la société RECYC MATELAS EUROPE de sa déclaration d'exploitation d'installations de traitement de matelas et sommiers usagés sur la commune de Limay (78520), 399 route de la Noue ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juin 2015 modifié autorisant la société RECYC MATELAS EUROPE à augmenter la capacité de traitement de l'installation de démantèlement de matelas et sommiers usagés située sur la commune de Limay (78 520), 399 route de la Noue ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite de contrôle du 19 mars 2019, transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 mars 2019, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 5 avril 2019 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 19 mars 2019, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a notamment constaté que les caniveaux destinés à la collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction du côté de la darse paraissent en mauvais état et sont bouchés ; ils ne peuvent plus servir à la collecte des eaux d'incendie ;

Considérant que l'exploitant ne peut justifier du bon fonctionnement du dispositif d'obturation du bassin de rétention de 750 m³ (asservissement au démarrage du groupe moto-pompe) ;

Considérant le risque de pollution des eaux en cas d'incendie des stocks de matières entreposées dans le bâtiment exploité par la société RECYC MATELAS EUROPE ;

Considérant que les observations de l'exploitant par courrier du 5 avril 2019 ne remettent pas en cause les constats de l'inspection ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2015 modifié, susvisé ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société RECYC MATELAS EUROPE de respecter les prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté

préfectoral du 10 juin 2015 modifié visé ci-dessus afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société RECYC MATELAS EUROPE dont le siège social est situé 21 rue Saint-Vincent à Colombes (92700), exploitant une installation de démantèlement de matelas et sommiers usagés située sur la commune de Limay (78 520) - 399 route de la Noue , est mise en demeure, dans le **délai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision, de respecter les prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2015 modifié portant autorisation d'exploiter, susvisé :

- en rétablissant le fonctionnement du réseau de collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- en justifiant du bon fonctionnement du dispositif d'obturation du bassin de 750 m³ (asservissement au démarrage du groupe moto-pompe).

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie via l'application <https://www.telerecours.fr/>

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société RECYC MATELAS EUROPE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 11 AVR. 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur,
Pour le Directeur et par délégation,
Le chef de l'unité départementale,



Henri KALTEMBACHER